



*L'Afghanistan, l'Irak et le terrorisme

Bande: Afghanistan

Catégorie: Non classé



À la fin des années 70, l'Afghanistan est depuis longtemps un pays politiquement instable, où les affrontements entre les *intégristes* religieux et les plus modérés ont provoqué de nombreuses tensions et plusieurs coups d'État. La population afghane, composée de plusieurs ethnies différentes, est fortement divisée.

Le coup d'État communiste

C'est dans ce climat de grande instabilité qu'en avril 1978, les Soviétiques commanditent un coup d'État qui met en place un gouvernement communiste. Ce nouveau gouvernement tente d'instaurer certaines mesures sociales comme la reconnaissance des droits des femmes, l'alphabétisation et des réformes agraires. La religion ne fait pas partie du discours gouvernemental. La majorité de la population afghane est pourtant de confession islamique et elle répugne à voir ces réformes s'appliquer.

La résistance et la guerre

Soutenus par des milliers d'*islamistes* venus de partout dans le monde, les *moudjahidin* s'insurgent contre le régime communiste. Une résistance armée s'organise rapidement. Pour la contrer, l'Union soviétique envahit le pays dès la fin de 1979, déclarant ainsi une guerre qui durera dix ans. L'Armée rouge paraît puissante et bien équipée face à la guérilla des *moudjahidin*, mais ceux-ci reçoivent bientôt l'appui des États-Unis et de leurs alliés, qui les financeront et leur fourniront des armes et des entraîneurs militaires qualifiés. C'est ainsi que le Saoudien Oussama Ben Laden profita de l'appui des États-Unis et de l'Arabie saoudite pour organiser et diriger des *milices* afin de combattre l'URSS.

Le contexte de la Guerre froide et la proximité de l'Afghanistan avec les grandes régions pétrolifères expliquent en bonne partie les motivations des Américains et des Russes.

Retrait des troupes soviétiques et guerre civile

À la veille de l'effondrement de l'empire soviétique, en 1989, l'Armée rouge se retire de l'Afghanistan, où l'on peut considérer qu'elle a perdu la guerre. La fin du communisme laisse cependant un pays plus que jamais divisé et appauvri, où une guerre civile opposant les *islamistes intégristes* aux plus modérés maintient un climat de violence et de peur. En 1994, les *talibans* prennent la ville de Kandahar et étendent bientôt leur domination sur une grande partie du territoire.

Lexique

Moudjahidin : mot arabe qui signifie «celui qui se bat au nom de sa religion». Plusieurs groupes de combattants intégristes des pays islamistes se désignent par ce terme.

Taliban : mot arabe qui signifie «étudiant d'une école religieuse». À partir de 1979, des milliers d'enfants ont été formés dans des écoles religieuses

Bande: Irak

Catégorie: Non classé



Les origines du conflit

C'est le contrôle de la navigation sur le fleuve Chatt el-Arab qui est à l'origine du conflit Iran-Irak déclaré en septembre 1980, quand l'Irak envahit la région iranienne du Khouzistan. Ce fleuve marque la frontière sud des deux pays ; il borde l'étroit isthme qui relie l'Irak au golfe Persique, et sans lui, le pays serait enclavé, sans accès à la mer.

Toutefois, le conflit territorial relié au Chatt el-Arab n'est pas la seule motivation du président de l'Irak, Saddam Hussein, pour attaquer son voisin oriental. En effet, la révolution *islamiste* iranienne de 1979 est mal vue par les pays producteurs de pétrole de la région qui y voient une source d'instabilité politique, économique et sociale. Idéologiquement, les deux États sont également opposés, l'Iran supportant des factions *chiites* irakiennes opposées au gouvernement baasiste (*sunnite*) d'Hussein. À cette époque, l'Irak est un pays riche (grâce au pétrole) et socialement fort. Le gouvernement en place favorise l'éducation, le libre commerce et une certaine laïcisation, ce que l'Occident voit d'un bon œil. À l'inverse, le régime *islamiste* iranien de l'ayatollah Khomeiny inquiète le reste du monde, puisque l'Iran cherche à étendre sa révolution par tous les moyens, incluant le terrorisme.

Une guerre sainte

L'Irak attaque donc l'Iran en position de force, l'armée irakienne étant beaucoup mieux équipée que celle de son ennemi. Cependant, la riposte iranienne surprendra par son efficacité. Le régime iranien mise sur l'endoctrinement des jeunes hommes (parfois très jeunes) qui voient dans la guerre une façon de mourir en martyr. Au cours des huit années que durera la guerre, l'Iran déplorera entre 600 000 et 1 200 000 morts, alors que les pertes de vie irakiennes s'élèveront à 250 000. À l'intérieur même de ses frontières, l'Irak va perpétrer le massacre de centaines de milliers de personnes appartenant à des minorités ethniques soupçonnées d'allégeance envers le régime iranien. Contrairement aux lois internationales, l'Irak fera alors massivement usage d'armes chimiques, sans que quiconque ne prenne de mesures punitives officielles.

Position internationale

D'ailleurs, si aucune nation ne prit officiellement position dans le conflit, plusieurs le cautionnèrent indirectement en vendant de grandes quantités d'armes aux belligérants, spécialement à l'Irak qui pouvait compter entre autre sur l'URSS et la France. Les États-Unis et l'Arabie saoudite vont également soutenir l'Irak par certaines actions militaires dans le golfe Persique. Ce conflit est connu comme étant la Première guerre du Golfe.

Lexique

Islamistes : partisans du mouvement politique et religieux qui cherche à étendre le respect de l'islam, dans le but d'une islamisation complète de la

Bande: Afghanistan

Catégorie: Non classé

**Après le retrait des Soviétiques**

Après une décennie d'occupation, l'Union soviétique quitte l'Afghanistan en février 1989, laissant derrière elle un pays plongé dans la pauvreté et le chaos social. Le gouvernement communiste en place tente de garder les rênes du pouvoir, mais pendant près de trois ans, il est constamment victime des attaques des *moudjahidin*, le mouvement de résistance venu du nord du pays. Le renversement du gouvernement en avril 1992 ne signifie toutefois pas la fin des combats en Afghanistan. Jadis unis contre les communistes, les *moudjahidin* s'affrontent dorénavant entre eux à cause de leurs différences ethniques, religieuses et régionales, entraînant ainsi le pays dans la guerre civile.

Les talibans

À partir de 1994, un groupe de *fondamentalistes* soutenu par le Pakistan entre dans la guerre et conquiert peu à peu plusieurs régions du pays. Ce sont les *talibans*, venus du sud du pays (région de Kandahar). *Islamistes extrémistes*, ils instaurent un régime de terreur qui leur assure un contrôle serré sur la population. En septembre 1996, ils prennent Kaboul et s'installent solidement au pouvoir.

Lexique

Moudjahidin : mot arabe qui signifie «celui qui se bat au nom de sa religion». Plusieurs groupes de combattants intégristes des pays islamistes se désignent par ce terme.

Fondamentaliste: terme qui désigne une personne qui respecte à la lettre sa doctrine politique ou religieuse, sans concessions pour les autres points de vue.

Taliban : mot arabe qui signifie «étudiant d'une école religieuse». À partir de 1979, des milliers d'enfants ont été formés dans des écoles religieuses islamistes fondamentalistes, les madrasas, où ils ont acquis la conviction que seules les règles strictes de l'islam doivent régir la vie des musulmans. Cependant, ils ne sont pas directement intéressés par le pouvoir politique.

Islamistes : partisans du mouvement politique et religieux qui cherche à étendre le respect de l'islam, dans le but d'une islamisation complète de la justice et de la politique.

Extrémistes : personnes ou groupes de personnes qui appliquent les idées ou les principes à leur extrême et parfois jusqu'à l'excès.

Bande: Irak

Catégorie: Non classé



À la suite de la Première guerre du Golfe, l'économie de l'Irak est fortement affaiblie, accablée par des dettes importantes envers ses alliés et voisins. Jouant le tout pour le tout, Saddam Hussein envahit alors le petit État voisin, le Koweït, riche exportateur de pétrole, auquel il doit beaucoup d'argent. L'Irak accuse également le Koweït de dépasser les quotas de pétrole qu'il a le droit de puiser dans des réserves frontalières partagées par les deux pays.

L'Occident contre l'Irak

L'armée irakienne est beaucoup plus puissante que les forces de défenses koweïtiennes, et le 2 août 1990, c'est en quelques heures seulement que le Koweït tombe aux mains d'Hussein. Cependant, l'invasion est immédiatement condamnée par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU et une puissante coalition initiée par George Bush père, alors président des États-Unis, s'organise pour libérer le Koweït.

Les négociations

Dès le 6 août, le Conseil de sécurité de l'ONU vote une deuxième résolution, initiant un boycott militaire et un embargo économique de l'Irak. Des troupes étasuniennes sont rapidement postées dans la région, principalement en Arabie saoudite. Dans les jours qui suivent et pendant plusieurs semaines, l'Irak ferme ses frontières, empêchant les ressortissants étrangers de quitter le pays. Ils sont gardés comme otages et stratégiquement répartis à travers le pays pour servir de bouclier humain.

À la fin du mois d'août, l'ONU autorise l'utilisation de la force pour faire respecter l'embargo. La position des alliés se durcit, mais on espère encore qu'une intervention militaire pourra être évitée. Au cours de l'automne, l'Irak libère la plupart des otages occidentaux sans pour autant se rendre aux exigences de la coalition. En novembre, il devient évident que l'embargo tarde à faire effet, l'Irak étant bien organisé et disposant de bonnes réserves.

Le 29 novembre, l'ONU vote une résolution qui permet l'usage de la force pour libérer le Koweït, imposant à l'Irak le 15 janvier comme ultimatum. Les alliés, dont les troupes sont déployées dans la région du Golfe, sont prêts à intervenir.

Guerre du Golfe

Bande: Irak

Catégorie: Non classé



Le 17 janvier, après des tentatives de négociations infructueuses, les forces internationales interviennent militairement contre l'Irak. C'est l'opération Tempête du désert, qui durera un peu plus d'un mois et que l'on connaît mieux sous le nom de Deuxième guerre du Golfe. En plus des États-Unis, la Grande-Bretagne, la Turquie, la France, l'Arabie saoudite et le Canada font partie de la coalition, qui comptait plusieurs autres États alliés.

Après quelques jours de bombardements aériens, les opérations terrestres durent 100 heures, à la suite de quoi les troupes irakiennes sont forcées de se retirer du Koweït. L'opinion mondiale, et spécialement le peuple étasunien, appuie généralement l'opération militaire. Georges Bush qualifie Saddam Hussein de «nouveau Hitler».

Conséquences directes

Du côté de l'Irak, les pertes humaines, difficiles à évaluer, s'élèvent à plusieurs dizaines de milliers de morts, alors que les forces de la coalition ont déploré environ 260 décès, dont 240 militaires. Environ 1700 Koweïtiens sont morts ou ont disparu durant le conflit.

Les dépenses militaires sont très élevées en regard de la courte durée des affrontements. Après la guerre Iran-Irak et sa tentative d'invasion du Koweït, l'Irak est économiquement et physiquement détruit (plus de 500 milliards de dommages civils et militaires). Par contre, pour les États-Unis, cette guerre est l'occasion de faire l'essai de nouvelles armes, de nouvelles technologies et de nouveaux engins de guerre mis au point par leur industrie militaire. Globalement, l'effet sur l'économie étasunienne est positif.

Inspecteurs de l'ONU en Irak

Bande: Irak

Catégorie: Non classé



Quelques semaines après la fin de l'opération militaire Tempête du désert qui libéra le Koweït, les Nations unies mettent sur pied une Commission spéciale (l'Unscm) dont la mission est de repérer et de détruire toutes les *armes de destruction massive* que possède l'Irak. Il est prévu que l'embargo commercial et financier contre l'Irak sera levé dès que la mission des inspecteurs sera remplie.

Le résultat

Durant les premières années de l'Unscm, l'Irak collabore assez bien avec les inspecteurs et son arsenal est pratiquement entièrement détruit. Par contre, à partir de 1996, l'ONU réalise que l'Irak a caché certains de ses programmes de réarmement aux inspecteurs et que, en réalité, la collaboration n'était pas complète.

Pour se défendre, l'Irak soutient que les inspecteurs étasuniens, membres de la Commission, ont profité de leur position pour espionner certaines communications militaires, ce qui sera avéré. Le chef de l'État, Saddam Hussein, réclame par conséquent le retrait de l'Unscm du territoire irakien et la fin de l'embargo, estimant avoir rempli ses engagements. En décembre 1998, toutefois, les États-Unis et la Grande-Bretagne ripostent en bombardant intensément l'Irak. Les inspecteurs quittent alors précipitamment le pays.

Lexique

Armes de destruction massive : toutes les armes dont l'objectif est de tuer le plus de personnes possible (militaires et civils). En font partie les armes nucléaires, les armes bactériologiques et les armes chimiques, ainsi que d'autres types d'armes moins connus.

Pétrole contre nourriture

Bande: Irak

Catégorie: Non classé



Les conséquences de l'embargo commercial et financier sur l'Irak ont été désastreuses pour la population civile du pays. Privées de nourriture et de médicaments, des centaines de milliers de personnes parmi les plus pauvres – particulièrement des enfants – ont perdu la vie. Des estimations officielles parlent de 1,5 millions de morts directement liées à l'embargo.

Une solution d'aide

Pour diminuer la souffrance du peuple irakien, les Nations unies ont résolu de créer le programme Pétrole contre nourriture, qui visait à procurer des denrées alimentaires et des médicaments à l'Irak en échange de pétrole. Signé en mai 1996, le programme a débuté officiellement en octobre 1997 et s'est poursuivi jusqu'en 2003, lorsque les États-Unis ont attaqué l'Irak.

Résultats

Un peu plus de la moitié des revenus générés par la vente du pétrole est ainsi retournée au peuple irakien sous forme d'aide humanitaire. En tout, 64 milliards de dollars ont été échangés dans le cadre de ce programme, une manne dont la Russie et la France furent les principaux bénéficiaires.

Pots-de-vin

Les preuves existent aujourd'hui que le programme a été entaché par un efficace système de corruption, dont ont profité le régime de Saddam Hussein et plusieurs partenaires commerciaux potentiellement influents au Conseil de sécurité de l'ONU, dont la Russie, l'Arabie saoudite, les États-Unis et la France. Le scandale du programme Pétrole contre nourriture a mené à plusieurs accusations et arrestations, sans que la vérité ne soit entièrement connue.

Bande: Afghanistan

Catégorie: Non classé

**Origines et idéologie**

Durant l'occupation soviétique en Afghanistan, des milliers de familles afghanes se sont réfugiées en territoire pakistanais, où les garçons sont formés dans des écoles *islamiques fondamentalistes*, les madrasas, qui enseignent et font la promotion d'un islam plus pur. C'est essentiellement de cet enseignement que provient l'idéologie prônée par les *talibans*.

À la base, l'objectif des *talibans* n'est pas politique. Les *talibans* ne cherchent qu'à réformer les mœurs de la société afghane pour les rendre conformes à la loi divine. La justice, l'éducation, la vie quotidienne publique ou privée, voilà ce qui les intéresse. Les *talibans* assurent toutefois être les seuls en mesure d'enseigner cette loi divine. C'est pourquoi ils s'attaquent au pouvoir en place afin que leur suprématie soit reconnue et leur idéologie aisément imposée.

Les talibans dans la guerre civile

Forts de leurs appuis pakistanais et de la solide formation non seulement religieuse mais aussi militaire qu'ils ont reçue, les *talibans* s'engagent dans la guerre civile en 1994. Rapidement, ils prennent le sud du pays, puis plusieurs villes importantes jusqu'à la capitale, Kaboul, en 1996. Dans le sud et dans l'est du pays, la population est généralement favorable à l'arrivée des *talibans*, qui instaurent une certaine paix sociale après de nombreuses années d'occupation et de violence. De plus, comme beaucoup de gens de plusieurs régions vivaient déjà selon les règles islamiques prônées par les *talibans*, le changement de régime ne fut pas significatif.

Vie quotidienne sous le régime taliban

Selon la loi divine islamique, la femme n'a aucun droit. Pour sortir de sa maison, elle doit obligatoirement porter la burqa, qui la couvre de la tête aux pieds, et être accompagnée de son mari ou d'un parent masculin. Les vitres des maisons sont peintes en blanc pour qu'on ne puisse pas y voir les femmes depuis la rue. Les filles ne vont pas à l'école et l'adultère féminin est puni de mort par lapidation (à coup de pierres).

Quant aux hommes, ils doivent porter une barbe d'au moins 10cm de long sous peine de châtement. L'art et la culture sont interdits : on brûle les cassettes, on enferme les musiciens et on brûle leurs instruments. Les télévisions, les magnétoscopes et les appareils photo sont confisqués et détruits. La plupart des sports sont interdits. Toute forme de représentations humaines est rigoureusement prohibée (pas de statue, pas de photographie, pas de poupée, etc.). Tout manquement aux règles établies est passible de punitions généralement violentes (emprisonnement avec torture, amputation, fouet, lapidation, etc.). L'homosexualité est punie de la mort.

Oussama Ben Laden

C'est d'Afghanistan, en 1998, qu'Oussama Ben Laden organise ses premiers attentats contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie, en guise de protestation contre l'exploitation des pays du Moyen-Orient par

Bande: Irak

Catégorie: Non classé



Depuis 1998, les États-Unis ont régulièrement bombardé le territoire irakien à partir de zones aériennes dont ils ont gardé le contrôle depuis la Deuxième guerre du Golfe. Le Royaume-Uni a également participé à ces opérations militaires, destinées à faire pression sur Saddam Hussein depuis son refus de coopérer avec les inspecteurs de l'ONU.

À partir de l'automne 2002, les bombardements vont toutefois s'intensifier, soumettant l'Irak à une réelle pression suite aux allégations étasuniennes l'accusant de développer et de posséder des armes de destruction massive. Le peuple irakien, en plus d'être victime de l'embargo financier et commercial qui le prive de nourriture et de médicaments, se retrouve ainsi accablé par une violence directe sans qu'une véritable guerre n'ait été déclarée.

Lexique

Armes de destruction massive : toutes les armes dont l'objectif est de tuer le plus de personnes possible (militaires et civils). En font partie les armes nucléaires, les armes bactériologiques et les armes chimiques, ainsi que d'autres types d'armes moins connus.

Attentats du 11 septembre

Bande: États-Unis

Catégorie: Non classé



Le matin du 11 septembre 2001, les États-Unis sont victimes d'attentats terroristes inédits dans leur histoire. L'un à la suite de l'autre, deux avions de ligne percutent les tours jumelles du World Trade Center, provoquant l'effondrement de ces édifices hautement symboliques du quartier des affaires de New York. Au même moment, un autre avion s'écrase sur le Pentagone, le quartier général du secrétariat à la Défense, près de Washington. Les avions avaient été détournés par des kamikazes appartenant à l'organisation terroriste *islamiste* Al-Qaïda, dont les membres vouent une haine radicale envers les États-Unis à cause de leur soutien à Israël et de leur implication dans divers évènements portant atteinte à la souveraineté de plusieurs États islamiques.

Les attentats du 11 septembre feront près de 3000 morts. Cet événement, très fortement médiatisé à l'échelle planétaire, marquera l'imaginaire de la population mondiale de façon profonde et durable. Pour les États-Unis, il marquera surtout le début d'une politique de sécurité intérieure et d'offensives extérieures anti-terroristes sans précédent.

Lexique

Islamistes : partisans du mouvement politique et religieux qui cherche à étendre le respect de l'islam, dans le but d'une islamisation complète de la justice et de la politique.



Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, l'Organisation des Nations Unies ne tarde pas à réagir en adoptant deux résolutions au contenu explicite quant à sa position face au terrorisme.

Historique

La première résolution de l'ONU contre le terrorisme date de 1963, alors que les détournements d'avions et les prises d'otages devenaient des actes de plus en plus préoccupants pour la communauté internationale. Toutefois, les résolutions qui furent adoptées par le Conseil de sécurité à la suite des attentats du 11 septembre contre les États-Unis demeurent sans égales quant à la puissance de leur engagement et à la clarté du message qu'elles envoient aux États membres.

La responsabilité des États

Alors que la résolution du 12 septembre 2001 prenait surtout acte de l'horreur de la situation et de la gravité du problème, la résolution suivante, datée du 28 septembre, interpelle directement les États en les responsabilisant face à la menace terroriste. L'ONU demande en effet aux États membres de prendre les moyens pour empêcher et contrôler toutes formes d'activités terroristes sur leur territoire : les individus, les organisations, les locaux, les armes, le financement, le recrutement, etc. Elle demande également aux États d'agir contre le terrorisme sur les plans administratif et judiciaire, en modifiant au besoin leurs lois et leur législation. Enfin, elle appelle plus que jamais les États à la coopération, soulignant la mondialisation des organisations terroristes et leurs liens avec une variété d'autres organisations criminelles.

Conséquences

Par ces résolutions, l'ONU cautionne une multitude de mesures de sécurité qui seront prises par plusieurs pays dont, bien sûr, les États-Unis, qui pousseront bientôt à l'extrême le contrôle qu'ils assurent depuis sur leurs frontières et sur leurs citoyens. Quelques jours après les attentats du 11 septembre, le président George W. Bush (fils) déclare d'ailleurs "la guerre au terrorisme".

Bande: Afghanistan

Catégorie: Non classé



Au moment de la déclaration de guerre faite par les États-Unis contre le terrorisme, l'Afghanistan est en grande partie dirigé par les *talibans*, qui occupent la capitale Kaboul et la majeure partie du sud et de l'ouest du pays. Les talibans sont soupçonnés de cacher Oussama Ben Laden, terroriste présumé et chef de l'organisation internationale terroriste Al-Qaïda, tenu responsable des attentats aux États-Unis. Le président Bush réclame donc son extradition, ce que les talibans refusent en précisant qu'il n'y a aucune preuve de sa culpabilité. Moins d'un mois plus tard, le 7 octobre, les États-Unis déclarent la guerre aux *talibans* d'Afghanistan.

Une coalition internationale

L'opération militaire, baptisée Liberté immuable, n'a ainsi requis que quelques semaines de préparation, pendant lesquelles les États-Unis ont installé leurs effectifs humains et matériels en Ouzbékistan et dans l'océan Indien. Plusieurs États ont rapidement répondu à l'appel de Bush pour une action alliée, dont le Royaume-Uni, qui fut le premier à soutenir les forces étasuniennes sur le terrain. Bientôt, le Canada et la plupart des pays européens, entre autres, se joignent à la coalition.

Le Pakistan voisin participe également aux attaques contre les *talibans*, pendant que les services secrets de l'armée pakistanaise continuent à vendre des armes au régime taliban, ce qui place le pays dans une position pour le moins confuse.

La coalition peut également compter sur l'appui des différentes formations militaires membres de l'Alliance du Nord, qui regroupent les peuples afghans ayant résisté aux *talibans* depuis leur prise de Kaboul en 1996. Cette résistance a privé les *talibans* d'une petite région au nord-est du pays. Deux jours avant les attentats du 11 septembre, le chef de l'Alliance du Nord, Ahmad Shah Massoud, avait d'ailleurs été assassiné.

L'attaque

Les troupes de la coalition et celles de l'Alliance du Nord attaquent sur plusieurs fronts, bombardant systématiquement les villes occupées par les *talibans* ainsi que plusieurs cibles stratégiques. Kaboul est prise le 13 novembre et le régime *taliban* est officiellement renversé. Plusieurs milliers de *talibans* ont été tués ou faits prisonniers au cours des cinq semaines qu'aura duré l'opération Liberté immuable. Les victimes civiles se comptent aussi par milliers, alors que les forces de la coalition déplorent une vingtaine de morts.

Lexique

Taliban : mot arabe qui signifie «étudiant d'une école religieuse». À partir de 1979, des milliers d'enfants ont été formés dans des écoles religieuses islamistes fondamentalistes, les madrasas, où ils ont acquis la conviction que seules les règles strictes de l'islam doivent régir la vie des musulmans. Cependant, ils ne sont pas directement intéressés par le pouvoir politique.

Bande: Afghanistan
Catégorie: Non classé



Accords de Bonn

Avec les accords de Bonn (Suisse) du 5 décembre 2001, les autorités afghanes sont reconduites au pouvoir dans le but d'assurer la direction du pays jusqu'à ce qu'une nouvelle constitution soit écrite et que des élections puissent avoir lieu. Les quatre groupes ethniques afghans représentés à Bonn s'engagent ainsi à rétablir la paix, la stabilité, l'intégrité politique et la démocratie en Afghanistan.

Assistées par les Forces internationales d'assistance et de sécurité (FIAS), différentes commissions de l'ONU travaillent ainsi en collaboration avec le gouvernement afghan afin d'assurer le maintien de la paix et d'appuyer les organisations humanitaires. En août 2003, l'OTAN prend le relais sur le contrôle des opérations. Au-delà du seul maintien de la paix, les interventions deviennent alors plus offensives, certaines régions étant malgré tout demeurées sous le contrôle des talibans.

À mesure que les années passent, le mandat des FIAS s'élargit toujours et les affrontements violents ne sont pas rares. L'opinion publique, spécialement dans les pays présents en Afghanistan, s'insurge par ailleurs de plus en plus contre cette opération, qu'elle qualifie de guerre déguisée et d'ingérence dans les affaires intérieures afghanes. À ce jour, une quarantaine d'États ont participé militairement aux FIAS (membres et non-membres de l'OTAN).



Armes de destruction massive

Le prétexte

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement des États-Unis ne cachait pas ses soupçons envers l'Irak de Saddam Hussein qu'il considérait comme un allié des terroristes et une menace pour la paix au Moyen-Orient. Aussi, les autorités étasuniennes affirmèrent détenir des preuves que l'Irak avait profité des dernières années pour refaire ses réserves d'armes de destruction massive et cacher des groupes terroristes. Depuis octobre 1998, Hussein avait chassé les derniers inspecteurs de l'ONU considérant qu'il avait rempli ses obligations sans que les sanctions contre son pays ne soient pourtant levées. Il affirmait depuis que les inspecteurs n'auraient trouvé aucune trace d'armes de destruction massive et qu'aucun groupe terroriste ne se trouvait sur son territoire.

Toutefois, les allégations du gouvernement de George W. Bush à propos des armes de destruction massive furent considérées par le Conseil de sécurité de l'ONU comme une raison valable pour adopter une résolution obligeant l'Irak à détruire celles-ci et à recevoir à nouveau des inspecteurs de l'AIEA sur son territoire. Sous la pression des États-Unis, cette résolution du 8 novembre 2002 précisait également que l'Irak s'exposait à de «graves conséquences» en cas de refus de coopérer.

Colin Powell à l'ONU

Le 6 février 2003, le secrétaire d'État des États-Unis, Colin Powell, convoque le Conseil de sécurité de l'ONU pour y prononcer un long discours, affirmant que l'Irak n'a jusqu'à maintenant fait preuve d'aucune bonne volonté dans le dossier des armes de destruction massive, bien au contraire. Powell soutient alors, preuves et sources à l'appui, que l'Irak détient une grande variété de ces armes et qu'il est du devoir des membres du Conseil de rapidement mettre à exécution les menaces incluses dans la résolution du 8 novembre. Parce que le régime de Saddam Hussein les menace directement, il souligne la détermination des États-Unis à intervenir militairement en Irak sans plus attendre, et en appelle à la solidarité des États membres.

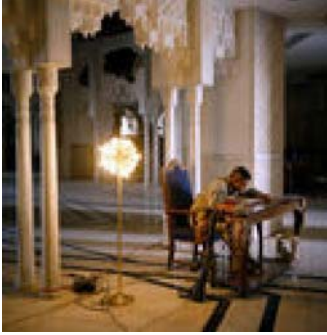
Dans les jours qui ont suivi ce discours, il s'est vite avéré que la majorité des États membres de Conseil de sécurité demeurait tout de même opposée à une intervention armée en Irak, soutenant que les solutions diplomatiques n'avaient pas encore été épuisées. De plus, sachant que la France, l'Allemagne, la Chine et la Russie voteraient contre l'utilisation de la force contre l'Irak, les États-Unis décidèrent d'attaquer le régime de Saddam Hussein sans l'accord de l'ONU, faisant de cette intervention armée une guerre illégale.

Lexique

AIEA : Agence Internationale de l'Énergie Atomique.

Bande: Irak

Catégorie: Non classé



En mars 2003, les États-Unis et leurs alliés déclarent la guerre à l'Irak de Saddam Hussein.

L'attaque

Dans la nuit du 20 mars 2003, quelques heures après l'expiration d'un ultimatum donné par George W. Bush à Saddam Hussein et ses fils pour qu'ils quittent le pays, les États-Unis et leurs alliés britanniques bombardent Bagdad, la capitale irakienne. Ces bombardements sont réputés être les plus intenses et les plus violents de l'histoire, bien que l'Irak n'ait officiellement déploré que peu de morts. Quelques heures plus tard, la Grande-Bretagne engage des combats terrestres à partir du Koweït, qui sera immédiatement atteint par des missiles irakiens, sans faire de dégâts. Plusieurs sites stratégiques sont visés, spécialement tous les bâtiments présidentiels et gouvernementaux. Les zones urbaines et semi-urbaines sont bombardées en priorité, dans le but de terroriser la population et de soulever le peuple irakien contre ses dirigeants.

Moins d'un mois après le début de l'offensive, la capitale Bagdad est prise et le régime de Saddam Hussein tombe.

Le 1er mai, George W. Bush annonce la fin de l'offensive en déclarant, depuis un porte-avion militaire, que «la mission est accomplie». En décembre de la même année, Saddam Hussein est arrêté et fait prisonnier par l'armée étasunienne. Toutefois, la fin de la guerre ne marquera pas la fin de l'occupation de l'Irak par les forces de la coalition. Au contraire, des dizaines de milliers d'hommes demeureront sur place, affrontant les assauts de la guérilla irakienne dans un climat de tension absolue.

Une coalition internationale

Des dizaines de pays dont l'Australie, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud et plusieurs pays d'Europe de l'Est, se sont joints aux forces de coalition étasuniennes et britanniques contre l'Irak. Ces États, préoccupés par la lutte contre le terrorisme et leur approvisionnement en pétrole, s'attirent ainsi les bonnes grâces de la première puissance mondiale. Engagée dans la guerre d'abord, l'Espagne se retire quant à elle au printemps 2004, après l'élection d'un gouvernement de gauche. Ce changement survient quelques jours après que des attentats terroristes (plus tard attribués à Al-Qaïda) aient fait des milliers de morts à Madrid, la capitale.

Opposition à la guerre

À l'image de plusieurs gouvernements à l'échelle internationale, les populations civiles s'opposent à l'intervention armée des alliés. Ainsi, partout dans le monde, d'imposantes manifestations populaires sont organisées pour protester contre la guerre en Irak. Au plus fort du conflit, en revanche, les sondages montrent que 70% de la population étasunienne appuie son gouvernement.

Bande: Irak
Catégorie: Non classé



2004/10



Élections afghane

Bande: Afghanistan
Catégorie: Non classé

Les élections présidentielles qui ont lieu le 9 octobre 2004 sont les premières élections démocratiques de l'histoire de l'Afghanistan. Bien qu'une vingtaine de candidats se présentent (dont une femme, ce qui revêt une importance symbolique notoire), le Président intérimaire depuis juin 2002, le *Pachtoune* Hamid Karzaï, est réélu avec 55% des votes. Il est notamment soutenu par les États-Unis et par son frère, qui est reconnu comme l'un des plus grands trafiquants de pavot au pays. De lourds soupçons de fraude planent sur ces élections, qui se déroulent dans un climat de tension et de violence.

Toujours plus de pavot

En septembre 2005 ont lieu les élections législatives. La moitié des sièges est remportée par d'anciens chefs de guerre *moudjahidin*. À la suite de ces élections, on note un certain retour à une vie politique à peu près normale. Ironiquement, Hamid Karzaï fait de la lutte contre le « narcotrafic » une priorité pour son gouvernement.

En effet, plus de la moitié des terres irriguées sont consacrées à la culture du pavot et l'Afghanistan est devenu le principal producteur d'héroïne au monde. Après les seigneurs de la guerre, les seigneurs de la drogue contrôlent dorénavant le pays.

Actuellement, les forces de l'OTAN sont encore postées en Afghanistan, toujours dans le but d'en favoriser la reconstruction et d'y maintenir la sécurité et la paix. Leurs interventions sont actuellement de plus en plus contestées, particulièrement par le peuple afghan lui-même.

Lexique

Pachtoune : ethnie du nord-ouest du Pakistan et du sud-est de l'Afghanistan, où elle est majoritaire. Traditionnellement éleveurs et agriculteurs, les Pachtounes sont des musulmans sunnites.

Moudjahidin : mot arabe qui signifie « celui qui se bat au nom de sa religion ». Plusieurs groupes de combattants intégristes des pays islamistes se désignent par ce terme.

Bande: Irak

Catégorie: Non classé



Le 21 novembre 2004, la Commission électorale irakienne annonce que des élections générales auront lieu le 30 janvier 2005.

La campagne électorale sera marquée par des violences soutenues, la plupart des candidats n'osant pas se nommer ni se montrer publiquement par peur d'être assassinés. Ben Laden en appelle au boycott des élections, estimant qu'elles sont une proposition ennemie et que, par conséquent, ceux qui iront voter sont des infidèles. Ces élections seront les premières à proposer des candidats de plusieurs partis depuis 1953.

Aller voter la peur au ventre

Le jour des élections plonge la population irakienne dans un climat de peur et les violences feront 36 morts. Malgré cela, le taux de participation est de 59%. Les candidats chiites atteignent une petite majorité à l'assemblée nationale, qui nommera également un chiite comme Premier ministre. Une nouvelle constitution sera adoptée par référendum en octobre suivant.

En octobre ont lieu des élections législatives, au terme desquelles les *chiites*, les *Kurdes* et les *sunnites* se partagent les sièges. Ces avancées démocratiques certaines sont cependant entachées par les multiples attentats meurtriers, les prises d'otages et les menaces continues qui marquent le quotidien des Irakiens et des troupes de la coalition qui occupent toujours le pays.

Le 30 décembre 2006, après un procès pour crime contre l'humanité tenu par le Tribunal spécial irakien, Saddam Hussein est exécuté par pendaison à Bagdad.

Lexique

Chiites : une des trois grandes branches de l'Islam. Dans le monde, environ 15% des musulmans sont de confession chiite. Ils pratiquent leur religion de façon très rigoureuse et voue un grand respect à la hiérarchie des autorités religieuses (culte de l'imam). La population de l'Iran est à très forte majorité chiite, tout comme celle de l'Azerbaïdjan et de l'Irak, dans une moindre mesure. Au Liban, les chiites sont à l'origine du Hezbollah, les milices anti-Israël.

Kurdes : les Kurdes forment une nation sans territoire propre, constituant des populations minoritaires dans plusieurs pays du Proche et du Moyen-Orient, principalement en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie. Ils aspirent à l'autodétermination, militant pour l'autonomie du Kurdistan, une grande région qui touche au territoire de ces quatre mêmes pays. La majorité des Kurdes est de confession sunnite. En tant que minorité, ils ont été la cible de multiples persécutions.

Sunnites : principale branche de l'Islam, le sunnisme regroupe plus de 80% des musulmans du monde. Leur vision moins traditionaliste, dans laquelle, par exemple, les autorités religieuses ne représentent pas le lien obligé entre Dieu et les hommes, en fait des hérétiques aux yeux des chiites. Les sunnites

**La suite**

En janvier 2005, la Maison-Blanche annonce la fin de son programme de recherche d'armes de destruction massive en Irak. En plus de trois ans de guerre et de recherche, aucune n'a été trouvée. Malgré cela, l'Irak continue d'être occupé par les États-Unis, qui contrôlent certes la région, sans pour autant atteindre la majorité de leurs objectifs. La résistance de certains groupes ethniques et religieux irakiens est en effet permanente, les violences sont quotidiennes et les cafouillages sont courants. Depuis le début de l'occupation, les forces de la coalition ont ainsi perdu des milliers d'hommes, ce qui, avec le recul et la diffusion d'informations mettant en doute la légitimité des intentions du gouvernement américain, a peu à peu fait glisser l'opinion publique en défaveur de l'intervention militaire.

Quant aux pertes de vie irakiennes, difficiles à évaluer, elles s'élèvent à plus de 20 000 militaires et à plusieurs centaines de milliers de civils.

Intentions officielles, intentions véritables et intentions soupçonnées

En s'attaquant à l'Irak de Saddam Hussein, les États-Unis et les forces de la coalition ont bien entendu fourni au monde des raisons officielles justifiant leur intervention. Toutefois, les observateurs internationaux ont rapidement remis en question ces justifications officielles, soupçonnant le gouvernement de George W. Bush de cacher ses véritables intentions quant à l'Irak et au Moyen-Orient en général.

Ainsi, selon la version officielle, les États-Unis se sont attaqués à l'Irak d'abord pour arrêter Saddam Hussein afin de libérer le peuple irakien de sa dictature, et aussi de libérer monde de la menace militaire qu'il fait peser sur lui en cachant des armes de destruction massive. Les États-Unis ont également évoqué la noble intention d'instaurer la démocratie représentative en Irak, afin de protéger les droits de l'homme et la liberté des individus. Bien entendu, le gouvernement Bush a évoqué la nécessité de protéger les importantes réserves de pétrole irakiennes face au protectionnisme d'Hussein. Enfin, les États-Unis ont jugé leur attaque nécessaire puisque le régime de Saddam Hussein était accusé d'apporter son soutien aux groupes terroristes islamistes.

Sans démentir complètement cette version officielle, plusieurs experts et journalistes à travers le monde ont présenté une autre version des faits, qu'ils jugent plus proche de la réalité. Ainsi, en déclarant vouloir rétablir la démocratie en Irak, les États-Unis auraient surtout souhaité mettre en place un régime favorable à leurs intérêts, lesquels sont incontestablement centrés sur le pétrole. Dans la même veine, donc, en faisant la guerre à l'Irak, le gouvernement de George W. Bush aurait visé à établir une présence militaire permanente dans la région afin de contrôler le golfe Persique – par où transitent des millions de litres de pétrole. De plus, face aux puissances montantes voisines de la Russie et surtout de la Chine, cette guerre permettrait à Bush de s'assurer que le pétrole de la région est contrôlé par des intérêts étasuniens.

S'il est vrai qu'une victoire étasunienne sur l'Irak permettrait ultimement de rétablir un régime plus respectueux des droits de l'homme, l'intention véritable

2006/03

Canada en Afghanistan

Bande: Afghanistan

Catégorie: Non classé





*L'Afghanistan, l'Irak et le terrorisme

